



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

ASPECTS MONÉTAIRES ET FINANCIERS DES RELATIONS AVEC LA ZONE FRANC

(Direction du Trésor, 1954-1989)

Répertoire méthodique détaillé

établi par Sylvie JULIEN

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières
Savigny-le-Temple

2024

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.
Il est en français.
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD
(version 2002).

Sommaire

Dossiers pays.....	7
Caisse centrale de coopération économique (CCCE).....	12
Banques africaines.....	12
Zone franc.....	13

Référence

B-0077611/2 – B-0077656/5

Niveau de description

Dossier

Intitulé

Aspects monétaires et financiers des relations avec la zone franc

Dates extrêmes

1954-1989

Noms des principaux producteurs

Direction du Trésor, bureau F2

Importance matérielle

46 boîtes soit 5,82 mètres linéaires.

Langue des documents

Français

Institution responsable de l'accès intellectuel

Service des archives économiques et financières

Localisation physique

Savigny-le-Temple (77)

Conditions d'accès

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

Conditions d'utilisation

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

Modalités d'entrée

Versement du 19 juin 1989 portant la référence PH 170/89

Historique du producteur

La loi du 30 août 1940 transforme la direction du mouvement général des fonds en direction du Trésor qu'elle limite à la gestion interne, les relations financières internationales étant réservées à une direction des finances extérieures nouvellement créée. Mais la mise en œuvre du plan Marshall donne à la direction du trésor un positionnement majeur (décret du 30 juillet 1948). Tout en gardant la compétence relative au mouvement général des fonds, elle étend ses missions à la conversion de l'administration des finances à l'économie : désormais, elle coordonne le financement des investissements publics, par l'intermédiaire successivement de la commission des investissements (décret du 10 juin 1948), du Fonds de développement économique et social (FDES) (décret du 30 juin 1955) et du comité des investissements à caractère économique et social (décret du 27 novembre 1996). À la suite des nationalisations de l'après-guerre, elle se voit également attribuer un rôle dans le contrôle des entreprises publiques et dans la mise en place de l'État actionnaire. Sa tutelle sur les entreprises nationalisées, d'abord purement financière, devient progressivement technique, étayée par une

fonction de "transformateur d'épargne" en investissements à long terme. De toutes ces missions, il résulte une large implication de sa part dans la transformation de la structure industrielle de la France. En 1948, la direction du trésor reprend le bureau de statistiques et d'études financières, et le transforme en 1953 en service des études économiques et financières. Cet outil d'analyse et de prévision économiques est érigé en direction de la prévision en 1965. Cette même année, la direction du trésor récupère un grand nombre d'attributions de la direction des finances extérieures (décret du 1er juin 1965). L'expansion de ses activités reste étroitement liée à celle des missions de la direction du budget, s'agissant de la préparation, du contrôle et de l'exécution des opérations financières et de trésorerie. En matière budgétaire, la distinction ministère de l'économie / ministère du budget (de 1978 à 1981, puis de nouveau à partir de 1994) provoque la séparation de la direction du Trésor des comptes du Trésor et des administrations financières. Collectant et distribuant les fonds, pilote de la mission de contrôle des activités financières (décret du 24 juillet 1984, décret du 19 mai 2004), la direction du Trésor joue également un rôle de premier plan dans la réforme du secteur bancaire. Elle soutient, sous sa tutelle directe, le développement du secteur parapublic correspondant et participe au développement du marché financier. Enfin, une nouvelle sous-direction est créée avec le transfert des attributions de la direction des assurances (décret du 8 février 1991). Le mouvement de privatisation d'entreprises industrielles et de banques commencé en 1986 rétrécit le périmètre d'intervention de la DT et aboutit à la transformation de la sous-direction qui était chargée de la gestion des actifs de l'État dans les entreprises publiques en un service à compétence nationale rattaché au directeur du Trésor, l'Agence des participations de l'État (décret du 9 septembre 2004 et arrêté du 11 octobre 2004). Enfin, la mission historique de gestion de la dette publique est confiée à un autre service à compétence nationale également rattaché au directeur du Trésor, l'Agence de la dette, dite Agence France Trésor (arrêté du 8 février 2001). En 2004 (décret n° 2004-1203 du 15 novembre 2004), la direction du trésor est absorbée par la direction générale du trésor et de la politique économique (DGTPE).

La DGTPE devient, le 13 mars 2010, la direction générale du Trésor (DG Trésor) (décret n° 2010-291). La simplification du nom, marque pour cette direction l'aboutissement de plusieurs réorganisations internes liées notamment à la modification profonde des modes d'intervention de l'État dans l'économie : réduction de la taille du secteur public économique (privatisations), transferts de compétences au niveau européen (politique commerciale, réglementation bancaire et financière, politique monétaire et de change), transfert des compétences de contrôle à des autorités administratives indépendantes (Autorité de contrôle prudentiel, Autorité des marchés financiers, etc.), délégation de la mise en œuvre opérationnelle des politiques publiques à des agences de l'État (Ubifrance, agence française de développement, etc.).

Évaluation, tris et éliminations.

Les doublons ont été éliminés.

Mode de classement

Ces archives ont été classées de manière thématiques.

Présentation du contenu

Les décrets du 28 août, et des 1^{er} et 9 septembre 1939 instituent un strict contrôle des changes entre la France et ses colonies d'une part, et le reste du monde d'autre part, pour se protéger des déséquilibres structurels en économie de guerre. L'expression « Zone franc » apparaît pour la première fois à cette occasion.

L'accession des anciennes colonies françaises à l'indépendance est rapidement suivie de la signature d'accords bilatéraux de coopération monétaire entre la France et ses anciennes colonies. Celles-ci demeurent néanmoins libres d'émettre leur propre monnaie, et de quitter ainsi la Zone franc, tout en maintenant une coopération monétaire avec la France.

En 1962, les États d'Afrique de l'Ouest appartenant à la Zone franc créent une union monétaire : l'Union monétaire des États de l'Afrique de l'Ouest (UMOA) qui regroupe alors la Côte d'Ivoire, le Dahomey (actuel Bénin), la Haute-Volta (actuel Burkina Faso), la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. Le Mali quitte temporairement la Zone franc en choisissant d'émettre sa propre monnaie. Le 12 mai 1962, la France et les États de l'UMOA signent des accords de coopération monétaire, dits « accords de Matignon » qui se substituent ainsi aux accords bilatéraux.

La Zone franc regroupe actuellement trois zones monétaires : les États membres de l'Union monétaire Ouest africaine (UMOA) : Bénin, Burkina-Faso, Côte-d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo ; les États membres de l'Union monétaire d'Afrique centrale (UMAC) : Cameroun, Tchad, Centrafrique, Congo, Gabon et Guinée équatoriale (depuis 1985) ; les Comores.

Des institutions communes sont chargées d'élaborer la politique monétaire de chacune des sous- zones monétaires : la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) dont le siège est à Dakar ; la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) dont le siège est à Yaoundé ; la Banque Centrale des Comores (BCC).

Ce versement comporte des documents de la direction du Trésor concernant les aspects monétaires et financiers des relations avec la zone franc de 1954 à 1989. On y trouve des dossiers classés par pays de 1954 à 1987, le suivi de la caisse centrale de coopération économique (CCCE) de 1968 à 1989, les relations avec les banques africaine de 1978 à 1988 et le suivi des questions monétaires dans la zone franc de 1973 à 1987.

Sources complémentaires

B-0018895 à B-0018958 : Relations avec les pays de la zone franc (1947-1974).

B-0052114 à B-0052202 : Relations avec la zone franc, aspects financiers et économiques (1943-1979).

Indexation

Relations internationales

Etablissement de crédit

Monnaie

B-0077611/2, B-0077612/1 – B-0077618/1, B-0077656/1 – B-0077656/5, B-0077619/1 – B-0077638/1, B-0077655/1

Dossiers pays.

1954-1987

B-0077611/2 – B-0077613/1

Madagascar. - Demandes de transfert de rachat de cotisations d'assurance volontaire vieillesse : relevé détaillés, fiches nominatives.

1976-1986

B-0077611/2

1976-1980

B-0077612/1

1980-1983

B-0077613/1

1981-1986

B-0077614/1

Mali . - Informations générales (1966-1976) ; droits domaniaux français au Mali : note pour le directeur (1984).

1984-1985

B-0077614/2

Île Maurice : informations générales.

1984-1985

B-0077614/3 – B-0077615/1

Mauritanie.

1982-1986

B-0077614/3

Informations générales.

1982-1985

B-0077615/1

Situation économique et financière, aide française : procès-verbal des négociations entre la France et la Mauritanie en matière de sécurité sociale, note pour le ministre.

1985-1986

B-0077655/1

Mozambique. - Situation économique et financière : rapport du groupe d'experts, notes pour le ministre, mémorandum.

1982-1985

B-0077616/1

Niger. - Situation économique et financière : notes pour le ministre, compte rendu de mission.

1984-1987

B-0077617/1, B-0077656/1 – B-0077656/5

Nigeria.

1982-1987

B-0077617/1

Situation économique et financière : notes pour le ministre, note pour le directeur.

1982-1987

B-0077618/1

Situation économique et financière : notes.

1984-1985

B-0077656/1

FMI : tableaux récapitulatifs.

1982-1983

B-0077656/2

Développement des applications d'informatique financière : propositions pour un schéma directeur, rapport.

1983

B-0077656/3 – B-0077656/4

Société nigérienne du charbon d'Anou Ararem (SONICHAR).

1982-1984

B-0077656/3

Diagnostic financier (1982-1983), étude prévisionnelle (1990), rapport de mission de Daniel Guenancha et Georges Trunel à Niamey du 21 au 31 mars 1983 (1983).

1982-1983

B-0077656/4

Étude portant sur l'intérêt économique d'une poursuite de l'exploitation, rapport sur la situation de la société en 1983 et proposition de plan de redressement.

1983-1984

B-0077656/5

Informations générales.

1983-1985

B-0077619/1

Ouganda : informations générales.

1982-1985

B-0077620/1

République Sud Africaine. - Situation économique et financière ; sanctions économiques et conséquences : note pour le directeur, note pour le ministre, étude sur la structure économique.

1984-1986

B-0077620/2

Rwanda. - Situation économique et financière : notes.

1982-1984

B-0077621/2

Sao-Tomé et Principe. - Appui de la République Démocratique de Sao-Tomé à la politique économique et financière.

1986

B-0077621/1 - B-0077622/3

Sénégal.

1981-1987

B-0077621/1

Situation économique et financière : notes pour le directeur, notes pour le ministre.

1981-1987

B-0077622/1

Informations générales.

1982-1985

B-0077622/2

Mise en application du gisement de fer de la Faleme (MIFERSO), étude du projet.

1983

B-0077622/3

Consolidation de la dette sénégalaise, négociation de l'accord bilatéral franco-sénégalais.

1983

B-0077622/4 – B-0077622/5

Seychelles.

	1980-1985
B-0077622/4 Informations générales.	
	1980-1981
B-0077622/5 Situation économique et financière.	
	1982-1985
B-0077622/6 Sierra Leone : notes pour le ministre.	
	1982-1985
B-0077623/1 – B-0077623/2 Somalie.	
	1982-1986
B-0077623/1 Situation économique et financière : rapport de mission de Bathany et Julien du 10 au 23 juin 1985, note pour le ministre.	
	1982-1985
B-0077623/2 Situation économique et financière : préparation du groupe consultatif ; aménagement du Juba et barrage de Baardheere ; financement du lancement et de la montée en production de la cimenterie de Berbera : notes pour le ministre	
	1982-1986
B-0077624/1 Soudan. - Informations générales.	
	1982-1983
B-0077624/2 Pays membres de la Southern Africa Development Coordination Conference (SADCC). - Situation économique et financière, évolution.	
	1983-1985
B-0077624/3 Swaziland. - Protocole financier ; compte rendu de mission de Versaevel du 13 au 15 janvier 1983.	
	1981-1985
B-0077625/1 – B-0077625/2 Tanzanie.	
	1982-1986
B-0077625/1 Informations générales.	
	1982-1985
B-0077625/2 Situation économique et financière, financement des prestations d'assistance technique et de formation pour l'aéroport de Dar es Salam ; réunion du groupe consultatif (10 et 11 juin 1986) ; réunion du Club de Paris (18 septembre 1986) : notes pour le ministre, compte rendu de la réunion interministérielle du 31 janvier 1985.	
	1984-1986
B-0077626/1 – B-0077626/2 Tchad.	
	1982-1986
B-0077626/1 Informations générales.	

	1982-1985
B-0077626/2	
Mission du FMI, conclusions : compte rendu de mission (1 ^{er} au 6 avril 1985), rapports de mission (19 au 24 mai 1986 et 29 août au 9 septembre 1986).	
	1985-1986
B-0077627/1 – B-0077629/3	
Togo.	
	1958-1987
B-0077627/1	
Accords de coopération en matière économique monétaire et financière : décret n° 64-523 du 5 juin 1964, convention sur la sécurité sociale.	
	1958-1977
B-0077628/1	
Situation économique et financière, problème de financement du projet multinational d'implantation d'une cimenterie : note pour le directeur, note pour le ministre.	
	1973-1986
B-0077628/2 – B-0077629/3	
Contribution de l'aide française au programme de redressement du Togo : notes pour le ministre.	
	1982-1987
B-0077628/2	
1982-1983	
B-0077628/3	
1982-1983	
B-0077629/1	
1983-1985	
B-0077629/2	
1985	
B-0077629/3	
1985-1987	
B-0077630/1 – B-0077632/1	
Zaïre.	
	1982-1987
B-0077630/1 - B-0077631/1	
Évolution et perspectives économiques et financières.	
	1982-1985
B-0077631/2 – B-0077632/1	
Réunions des Amis du Zaïre.	
	1986-1987
B-0077631/2	
10 - 11 mars 1986	
B-0077632/1	
6 mai 1987	
B-0077633/1 – B-0077633/2	
Zambie.	
	1983-1986
B-0077633/1	
Informations générales.	
	1983-1985

B-0077633/2

Recettes d'exploitation d'UTA bloquées au Zambie, visite du Président Kaunda en France : notes pour le ministre, note pour le directeur ; groupe consultatif, réunions des 22 au 24 mai 1984 et des 25 et 26 juin 1985 : notes pour le ministre ; Club de Paris, réunions des 13 et 16 mai 1983, 20 juillet 1984 et 4 mars 1986 : notes pour le ministre.

1983-1986

B-0077633/3 – B-0077633/4

Zimbabwe.

1982-1986

B-0077633/3

Informations générales.

1982-1985

B-0077633/4

Situation économique et financière, négociations avec le FMI : notes pour le ministre.

1982-1986

B-0077634/1

Afrique équatoriale française. - Avances consenties par le Trésor.

1954-1971

B-0077634/2

Algérie, Guinée, Maroc et Tunisie. - Nationalisations et contentieux : notes pour le ministre.

1966-1974

B-0077635/1

Burkina-Faso, Île Maurice, Niger et Togo. - Garantie de l'État : notes pour le directeur, notes pour le ministre.

1979-1985

B-0077635/2

Plan d'urgence pour l'Afrique, mobilisation de la communauté internationale : note pour le directeur, notes pour le ministre.

1983-1984

B-0077636/1

Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA), situation économique et financière, programme d'amélioration des installations de télécommunications, perspectives et résultats des exercices financiers : statuts et conventions, compte rendu de mission, rapport de mission, projets de protocoles d'accord.

1984-1985

B-0077636/2

Afrique subsaharienne, adaptation de la politique d'aide.

1985

B-0077637/1

Création d'un Fonds d'aide commerciale par le Canada pour l'aide au développement des pays d'Afrique, réunion franco-canadienne du 14 au 16 mai 1984.

1983-1985

B-0077637/2

Fonds monétaire africain, projet de création.

1984

B-0077637/3

Endettement extérieur des pays en voie de développement : études statistiques du FMI.

	1984-1985
B-0077638/1	
Banque mondiale, programme d'action pour un développement stable de l'Afrique : notes pour le directeur.	
	1984-1986
B-0077639/1 - B-0077643/2	
Caisse centrale de coopération économique (CCCE).	
	1968-1989
B-0077639/1	
Conseils de surveillance ; nominations des administrations : décrets, notes pour le ministre, note pour le directeur, rapports au Premier ministre.	
	1968-1986
B-0077640/1	
Plafonds d'engagement et besoins de trésorerie, fixation des taux : notes pour le ministre, notes pour le directeur.	
	1976-1983
B-0077640/2	
Assemblées générales et conseils d'administration, réunions des 20 novembre 1979, 24 octobre 1980, 29 octobre 1981 et 22 mai 1984 : procès-verbaux.	
	1979-1984
B-0077641/1	
Préparations et exécutions budgétaires : notes pour le directeur, note pour le ministre.	
	1980-1987
B-0077642/1	
Pertes et gains de change : propositions d'engagement et demandes d'ordonnance.	
	1985-1986
B-0077643/1	
Comptes et activités, exécution des lois de finances et situation de trésorerie ; plan de financement : note pour le ministre.	
	1986-1988
B-0077643/2	
Ligne de dons, modalités d'utilisation : conventions, notifications à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), notes pour le ministre, note pour le directeur.	
	1987-1989
B-0077644/1 - B-00776652/1	
Banques africaines.	
	1978-1988
B-0077644/1	
Banque Centrale des Comores (BCC).- Situations comptables mensuelles : tableaux récapitulatifs et comparatifs.	
	1978-1988
B-0077645/1 – B-0077649/2	
Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).	
	1980-1987
B-0077645/1 – B-0077649/1	
Conseils d'administration : procès-verbaux des séances, décisions, dossiers d'information (dont réalisation des objectifs monétaires, situation économique des États de l'Union monétaire Ouest-africaine – UMOA –, situation des marchés internationaux des matières premières, évolution des taux d'intérêt sur les marchés	

extérieurs, opérations des statuts de la banque centrale, rapports trimestriels des comités nationaux du crédit, relations entre les États de l'UMOA et le FMI).

1980-1987

B-0077645/1

Séances des 9 avril, 16 et 30 juin 1980.

B-0077646/1

Séance du 21 mars 1986.

B-0077647/1

Séances du 1^{er} juillet et du 18 septembre 1986.

B-0077648/1

Séance du 16 décembre 1986.

B-0077649/1

Séance du 28 mars 1987.

B-0077649/2

Situations comptables mensuelles : tableaux récapitulatifs et comparatifs.

1982-1987

B-0077649/3

Banque nationale de développement (Sénégal). - Réinsertion des travailleurs émigrés temporairement en France : note pour le ministre, procès-verbal de la commission franco-sénégalaise, projet d'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Mauritanie.

1982-1983

B-0077649/4

Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC).- Situations comptables mensuelles : tableaux récapitulatifs et comparatifs.

1982-1987

B-0077650/1 – B-0077652/1

Banque Ouest-Africaine de Développement. - Comité de direction : procès-verbaux, propositions de prêts, accords de coopération, rapports d'activités, comptes rendus.

1986

B-0077650/1

41^e réunion le 17 mars 1986 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

B-0077650/2

42^e réunion le 28 juin 1986 à Bamako (Mali).

B-0077651/1

43^e réunion le 16 septembre 1986 à Lomé (Togo).

B-0077652/1

44^e réunion le 12 décembre 1986 à Lomé (Togo).

B-0077653/1 - B-0077654/4

Zone franc.

1973-1987

B-0077653/1

Garantie de change accordée aux banques centrales de la zone franc, révision de la procédure de mise en jeu : note pour le ministre, notes pour le directeur, statuts des banques centrales africaines, conventions ; intérêts débiteurs et répartition des crédits dans l'UMOA : note pour le ministre ; mécanisme des « comptes opérations » et financement des déficits, comptes de la BCEAO : note pour le directeur, note pour le ministre.

1973-1983

B-0077653/2

Situation des comptes d'opération : tableaux récapitulatifs et comparatifs, notes pour le directeur, notes pour le ministre.

1982-1984

B-0077654/1

Zone franc. - Création du marché financier, dévaluation du franc, position du FMI : notes pour le ministre, notes pour le directeur.

1981-1987

B-0077654/2

Notes, notes pour le ministre.

1983-1985

B-0077654/3

Réglementation des changes, séminaire des 21 et 22 juin 1985 : compte rendu.

1985

B-0077654/4

Réglementation des changes, réunion du 4 avril 1986 entre la direction du Trésor et les représentants des Banques centrales : compte rendu.

1986